

Tätigkeitsberichte der Arbeitsgruppen für das Jahr 1987

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Mitteilungen / Vereinigung Schweizerischer
Versicherungsmathematiker = Bulletin / Association des Actuaire
Suisses = Bulletin / Association of Swiss Actuaries**

Band (Jahr): - **(1987)**

Heft 2

PDF erstellt am: **17.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

un moyen de vous retenir, du moins de vous retenir par des liens particuliers, qui ne vous pèseront pas, mais qui rappelleront au fil du temps ce qu'ont été les années de votre présidence. Le Comité à l'unanimité propose à l'assemblée ici présente de vous décerner la qualité de président d'honneur de notre Association. C'est à nous que revient l'honneur de pouvoir vous offrir cette distinction. Comme cela doit se faire en de telles occasions, je demande à l'assemblée ici présente, au nom du Comité unanime, de vous nommer président d'honneur et cela par des applaudissements longs et chaleureux.

Monsieur le Président d'honneur, cher Monsieur,
C'est avec reconnaissance que nous avons fait ce geste à votre égard. Veuillez associer à cette marque d'attachement Madame Bühlmann qui a très largement participé à nos activités, dans le pays et à l'étranger, et qui pour cela mérite également la reconnaissance de notre Association.
Nos vœux vous accompagnent maintenant dans votre nouvelle tâche. Nous savons que vous participerez à nos Assemblées générales et nous vous en remercions d'avance.
Et vivent l'Association des Actuaire·s suisses, son président nouveau et son nouveau président d'honneur.

Tätigkeitsberichte der Arbeitsgruppen für das Jahr 1987

1 Groupe de travail «Assurance du personnel»

Au cours de l'exercice 1986/1987, le groupe de travail «Assurance du personnel» a tenu une séance, le 4 septembre 1987, à Bâle.

Dans la première phase d'application de la LPP, les relations entre l'actuaire-expert LPP et les autres spécialistes de la prévoyance professionnelle ont pris de l'importance. Ainsi, le 4 septembre 1987, notre groupe de travail a pris connaissance de la prise de position pratique de la «Commission mixte pour les contrôles prévus par l'art. 53 LPP» sur la coordination chronologique des rapports de l'expert LPP et de l'organe de contrôle.

Traitant de l'expertise judiciaire, *R. Casati*, D^r en droit, rappelle l'art. 73 LPP et définit la double situation de l'expert LPP: auxiliaire du droit, certes, mais avant tout spécialiste, disposant de vastes connaissances mathématiques et techniques dans le domaine de la prévoyance professionnelle. Les juges, statuant en matière de prévoyance professionnelle, agissent d'office et sur pièces.

En conséquence, les cas d'expertises judiciaires proprement dites demeureront vraisemblablement rares; toutefois, déjà en délivrant exposés, rapports ou règlements, l'expert LPP fournit des documents sur lesquels les tribunaux se fonderont souvent ultérieurement. De ce fait, les textes de l'expert LPP devront être intelligibles, non seulement pour un autre expert LPP, mais encore pour les juges des tribunaux cantonaux d'assurance.

L'exposé de *J.-R. Hagedorn* est tout entier consacré au «sac de nœuds» du «libre passage». Le rappel de l'historique de cette question et l'analyse des diverses thèses montrent comment les points de divergence se sont accumulés à chacune des étapes du «libre passage».

Qu'il s'agisse de la définition du «libre passage», de l'interprétation des dispositions légales y relatives ou encore de l'influence du système de financement sur le montant de la créance du sortant, les discussions n'ont pas débouché sur une manière d'unité de doctrine. J.-R. Hagedorn relève que les jugements du tribunal des assurances du canton de Zurich sur l'application de l'art. 28 LPP à trois cas concrets, conduisent à des montants de créances de «libre passage» ne dépassant que de peu les montants contestés. Enfin, J.-R. Hagedorn rappelle que les créances de «libre passage» ne sauraient être fortes, là où les réserves mathématiques sont faibles.

P. Christe donne une brève information sur les nouvelles règles des USA pour le calcul des charges de l'entreprise au titre des mesures de prévoyance en faveur du personnel.

P. Eugster présente sous le titre «Caisses de Pensions: Institutions pour le bien des collaborateurs» un exposé où, utilisant une méthode d'approche globale, il met en lumière la nécessité de ne pas dissocier les problèmes de la caisse de pensions de ceux de l'entreprise, plus particulièrement de ceux de la gestion du personnel. A l'appui de son propos, P. Eugster évoque divers paramètres: capacité professionnelle, post-formation, âge atteint, pente entre le salaire et la pension, rente-pont AVS, frais d'emploi, etc., permettant une analyse globale de la flexibilité de l'âge de la retraite et conduisant à l'optimisation des périodes d'emploi comme de celles de la retraite. Certes, cette analyse ne conduit pas à une solution unique et générale en matière de «retraite à la carte». Elle montre, à l'évidence, l'importance de l'étude de «conditions optimales» de pensionnement.

H. Pfizmann, Dr en droit, traite de questions actuelles des autorités de surveillance LPP. Il relève en particulier la non-suppression du droit de plainte à l'autorité de surveillance et son corollaire, les contestations traitées sans le recours au tribunal prévu par l'art. 73 LPP al. 1; les méthodes et principes adop-

tés pour l'examen des règlements; l'importance de l'interdiction de compensation; le paiement en espèces aux femmes mariées ou sur le point de l'être; les problèmes de prise en charge des frais particuliers de préretraite; les conséquences de la définition des «fonds libres» pour les placements auprès de l'entreprise et pour l'examen d'un éventuel abandon de créance par l'institution de prévoyance; les paramètres intervenant dans un plan de liquidation d'une institution de prévoyance. Enfin, H. Pfitzmann souhaite des échanges de vues entre autorités de surveillance et experts LPP, chaque fois que nécessaire.

Les orateurs, tous vivement applaudis, sont remerciés ici de leur brillante prestation.

La présidente: *C.-L. Abel*

2 Arbeitsgruppe «Datenverarbeitung»

Die 31. Sitzung der Arbeitsgruppe DV hat im Rahmen der 78. ordentlichen Mitgliederversammlung am 4. September 1987 in Basel stattgefunden. Anwesend waren 40 Mitglieder der Arbeitsgruppe.

Die Tagung war dem Thema «Bedarfsanalyse in der Versicherung» gewidmet. Anstelle von «Bedarfsanalyse» wird auch der Begriff «Gesamtberatung» verwendet; er umschreibt die im Versicherungsverkauf offensichtliche Tendenz, Bedarfslücken im gesamten Deckungssystem eines Kunden zu ermitteln und zu schliessen. Natürliches Anschlussproblem ist daher das «Offertwesen».

Der erfolgreiche Versicherungsvertreter hat von jeher versucht, die Versicherungsdeckung seiner Kunden als Ganzes zu sehen; dies geschah naturgemäss unsystematisch und lückenhaft. Mit den modernen Mitteln im Informatik- und Kommunikationsbereich ist es heute möglich, die Computerleistung näher an den Kunden zu bringen und die komplexe Frage der ihn bedrohenden Risiken und deren Absicherung anschaulich zu behandeln.

Als erster referierte Herr *Dr. O. Hauger* über die «Bedarfsanalyse der BASLER». Für Einzelpersonen steht den 1500 Vertriebsorganen der BASLER die «Personen-Bedarfs-Analyse» zur Verfügung. Die Aufnahme der persönlichen Kundendaten und der bestehenden Vorsorge zur Sicherung des Einkommens und Vermögens geschieht während eines ersten Kundenbesuches. Diese Informationen werden auf einem PC der zuständigen Geschäftsstelle analysiert und die Ergebnisse in transparenter Form inkl. Farbgraphiken für das zweite Kundengespräch ausgedruckt. Im anspruchsvolleren Firmengeschäft wird in ähnlicher Form eine «Firmen-Portefeuille-Analyse» erstellt.

In einem zweiten Referat demonstrierten die Herren *W. Bruni* und *K. Rieben* die Gesamtberatung der VITA. Die beiden Referenten beschränkten ihre Ausführungen auf das Programmpaket VITA EXCLUSIV, welches die Gesamtberatung für Personen im oberen Vermögens- und Einkommensbereich umfasst. Im wesentlichen handelt es sich um eine systematische Analyse des Ist-Zustandes im Hinblick auf Erwerbsunfähigkeit und Tod infolge Unfall und bei Krankheit sowie des Erlebensfalls. Es entstehen Tabellen und Graphiken, die es dem Kunden gestatten, die wirtschaftlichen Folgen der verschiedenen Ereignisse rasch zu überblicken und Lücken zu sehen.

Alle Referenten haben darauf hingewiesen, dass die Produktivität der mit dem neuen Instrumentarium ausgestatteten Werbeorgane besser und die einzelnen Abschlüsse grösser geworden seien. Der Kunde empfindet die Analyse als objektive Beratung und reagiert durchwegs positiv.

Nach der Kaffeepause erfolgte ein Gedankenaustausch über die künftige Gestaltung und Arbeitsweise der Arbeitsgruppe. Die anwesenden Mitglieder beschlossen, dem Vorstand der Vereinigung vorzuschlagen, die Tätigkeit weiterzuführen, und zwar mit einer leichten Schwerpunktverlagerung in Richtung Anwenderprobleme und Erfahrungsberichte. Ferner schlägt die Arbeitsgruppe Herrn *Dr. Otto Hauger*, als Nachfolger des zurücktretenden Präsidenten vor.

Der Leiter: *R. Benes*

3 Arbeitsgruppe ASTIN

Die Arbeitsgruppe ASTIN traf sich im Berichtsjahr 1987 zweimal. Auf Einladung der deutschen ASTIN-Gruppe (und insbesondere ihres Leiters, Prof. Helten) hielten wir am 23. Januar in München eine gemeinsame Sitzung ab. Am Morgen standen drei Hauptvorträge auf dem Programm: *Prof. Bühlmanns* Ausführungen zeigten, wie sich hierarchische Credibility elegant erklären und vereinfachen lässt (siehe auch seinen Artikel «Hierarchical Credibility Revisited», Mitteilungen der Vereinigung schweizerischer Versicherungsmathematiker 1987, Heft 1, Seiten 35–54); *Prof. Hipp* (Universität Hamburg) besprach neueste Methoden zur Berechnung des Totalschadens (u. a. auch die Methoden von Kornya und de Pril); schliesslich präsentierte *Prof. Straub* verschiedene Methoden zur Schadenreservierung (wir warten gespannt auf sein Buch!). Am Nachmittag wurde der Problemkreis «Marktsegmentierung» anhand eines Workshops bearbeitet. Ich möchte mich an dieser Stelle auch beim Gastgeber, der Bayrischen Rück, herzlich bedanken.

Die zweite Sitzung fand am 4. September anlässlich der Jahresversammlung in Basel statt. Der erste Redner, Herr *Dufresne*, sprach über «Méthodes récentes pour calculer la probabilité de ruine». Es wurden insbesondere die Methode der unteren und oberen Schranken und eine Simulationsmethode erläutert; beide sind computergerecht. *Prof. Lemaire* (Universität von Pennsylvania) zeigte uns Überlegungen, die im Zusammenhang mit «Un nouveau système bonus-malus pour la Belgique» gemacht wurden; die Teilnehmer des XX. ASTIN-Colloquiums (Scheveningen) besitzen einen entsprechenden Text. Herr *Dr. Gisler* zeigte mit seinem Vortrag, dass «Hierarchische Credibility» nach wie vor ein faszinierendes Thema ist (siehe auch seinen Beitrag zum XX. ASTIN-Colloquium und seine auf den Seiten 91–97 des Frühjahrsheftes 1987 publizierten «Bemerkungen zum hierarchischen Credibility-Modell»).

Der Leiter: *H. U. Gerber*

Höhere Fachprüfung für Pensionsversicherungsexperten

1 Vorprüfungen 1987

Vom 22. bis 24. September 1987 sind in Lausanne Vorprüfungen durchgeführt worden. An diesen Prüfungen haben teilgenommen,

- 16 Kandidaten für die Vorprüfung Teil A (Versicherungsmathematik),
- 20 Kandidaten für die Vorprüfung Teil B (Rechts- und Sozialversicherungskunde).

Davon haben 10 Kandidaten im Teil A und 16 Kandidaten im Teil B die Prüfung mit Erfolg bestanden.

2 Hauptprüfung 1987

Vom 29. September bis 1. Oktober 1987 sind sodann in Zürich Hauptprüfungen durchgeführt worden. Zur Prüfung haben sich 13 Kandidaten gestellt. Davon haben 9 Kandidaten, zwei Damen und 7 Herren, die Diplomprüfung mit Erfolg bestanden.